

Préface de Samir Amin

Le bel ouvrage de Nkolo Foé – *Le postmodernisme et le nouvel esprit du capitalisme: sur une « philosophie globale d'Empire »* – vient à temps. Au moment où l'on proclame ici et là « le capitalisme indépassable », « la fin de l'histoire », où le postmodernisme enterre définitivement les « grands discours » (ceux des Lumières et du socialisme) pour faire l'éloge de la soumission, où Negri (2001) appelle à s'accommoder de l'Empire (américain bien entendu) qui conduira par lui-même aux lendemains radieux pour lesquels il n'est plus besoin de combattre, la démonstration que Nkolo Foé nous offre – que toute cette « philosophie » est bel et bien une idéologie: celle du capitalisme sénile – est fondamentale.

Nous nous rejoignons donc. J'avais en effet, de mon côté, en intitulant l'un de mes ouvrages les plus récents *Au-delà du capitalisme sénile. Pour un XX^e siècle américain*, voulu mettre l'accent sur quelques dimensions de cette sénilité. J'en rappellerai brièvement dans cette préface quelques-uns des arguments, centrés sur trois ensembles de « faits nouveaux »: (i) la révolution technologique, ce qu'elle permettrait potentiellement et ce que les rapports sociaux capitalistes ne l'autoriseront pas à faire; (ii) la transformation du système impérialiste et la dérive qu'elle annonce, plus destructrice que ne le fut l'impérialisme de toutes les étapes antérieures de l'histoire; (iii) la régression idéologique associée à l'abandon des valeurs universelles qui furent celles du capitalisme dans sa phase historique montante.

Ma thèse va à contre-courant de l'air du temps. Une sorte de large consensus s'est en effet constitué – à la faveur entre autres de l'effondrement de la première vague d'expériences de construction d'une alternative socialiste – selon lequel, le capitalisme constituerait un « horizon indépassable », parce que ce système bénéficierait d'une flexibilité sans pareille qui lui permettrait de s'adapter à toutes les transformations qu'on pourrait imaginer, en les absorbant et les soumettant aux exigences de la logique fondamentale qui le définit.

L'histoire du capitalisme est bien constituée de phases successives d'expansion que séparent des moments de transition plus ou moins chaotiques (donc de crise structurelle). La lecture la plus courante de cette histoire en question trouve son expression dans une formulation de la théorie des cycles longs (Kondratief par exemple), dont le caractère trop mécaniste n'a jamais véritablement emporté ma conviction. Chacune des phases successives d'expansion (phases A dans le langage de Kondratief) est annoncée par des transformations importantes, entre autres par une concentration d'innovations technologiques qui bouleversent les formes d'organisation de la production et du travail, comme la crise de transition s'exprime à travers le bouleversement des rapports de force sociaux et politiques qui avaient gouverné la phase antérieure, dont elle tourne la page. On est bien dans une transition de cette nature.

Le consensus en question se traduit alors par le ralliement très large à l'idée que la crise structurelle en cours, avec les déséquilibres caractéristiques de tels moments et le chaos qu'ils produisent dans l'immédiat, doit être surmontée sans abandon nécessaire des règles fondamentales commandant la vie économique et sociale propres au capitalisme. Autrement dit une nouvelle phase A d'accumulation et d'expansion mondiale est annoncée, qui sera ce qu'elle sera, mais finalement « acceptée », parce qu'elle se soldera par un « progrès » largement partagé, fût-ce inégalement.

Ce consensus rallie aujourd'hui doctrinaires libéraux et réformistes, « modérés » ou même parfois radicaux d'origine. Les premiers « font confiance » aux « mécanismes du marché » comme ils le disent eux-mêmes, lesquels garantiraient – si la folie des États ne s'emploie pas à en entraver l'épanouissement – une nouvelle phase de « prospérité », capable à son tour de fonder une nouvelle ère de paix internationale et de donner à la démocratie le maximum de chances de s'étendre à un plus grand nombre de nations. S'il faut donc un « chef d'orchestre » pour traverser la tempête transitoire, soit. L'hégémonisme des États-Unis, qualifié de *benign neglect* par les libéraux américains, trouve ici sa justification éventuelle. Beaucoup des postmodernistes ont graduellement rallié ce point de vue. Sans doute la nouvelle phase d'expansion, dans la perspective de beaucoup de réformistes radicaux et de révolutionnaires, n'exclut néanmoins pas les luttes sociales, elle les appelle en créant les conditions nouvelles de leur déploiement possible, attendu. Le dire n'est pas suffisant.

Car ce que je reprocherai à cette vision, c'est son ignorance de toute une série de caractéristiques nouvelles à travers lesquelles s'exprime ce que je qualifie de « sénilité » du système capitaliste. Or la sénilité en question n'est pas l'antichambre d'une mort dont on pourrait attendre tranquillement l'heure. Car tout au contraire, elle se manifeste par un regain de violence par laquelle le système tentera de se perpétuer, coûte que coûte, fût-ce au prix d'imposer à l'humanité une barbarie extrême. La sénilité appelle donc les réformistes radicaux et les révolutionnaires à plus de radicalité que jamais. A ne pas céder aux tentations du discours apaisant de l'air du temps et du postmodernisme. Radicalisme n'est pas ici synonyme d'attachement, par la force des choses, dogmatique en dernière analyse, aux thèses radicales et révolutionnaires exprimées dans la phase antérieure de l'histoire (en gros le XX^e siècle), mais renouvellement radical prenant toute la mesure de la portée des transformations en cours dans le monde contemporain.

La révolution technologique: un potentiel gaspillé

- La première des transformations importantes à prendre en considération est la « révolution scientifique et technologique » en cours. Toute révolution technologique (et il y en a eu d'autres dans l'histoire du capitalisme) – bouleverse les modes d'organisation de la production et du travail. Elle décompose les formes anciennes, pour recomposer à partir des débris des premières, des formes nouvelles recomposées. Le processus n'étant pas instantané, le moment en question est passablement chaotique. Entre autres parce que le processus de décomposition affaiblit les classes travailleuses, rend caduques les

formes d'organisation et de luttes qu'elles avaient construites dans la période antérieure dont la page est tournée, qui avaient été efficaces parce qu'adaptées aux conditions de l'époque, et qui ne le sont plus dans les conditions nouvelles. Dans ces moments de transition donc, les rapports de force sociaux basculent en faveur du capital. On retrouve cette première caractéristique dans le moment actuel.

J'analyse les révolutions technologiques dans les termes de la loi de la valeur, comme je crois qu'il faut le faire. Dans cette analyse, la production est en définitive le produit du travail social et le progrès de sa productivité se manifeste par la réduction de la quantité de travail social total nécessaire à la production d'une unité de valeur d'usage.

- Les révolutions technologiques antérieures dans l'histoire du capitalisme (la première, celle de la machine à vapeur et des machines textiles, fin du XVIII^e, débuts du XIX^e siècle; la seconde, celle du fer, du charbon et du chemin de fer, milieu du XIX^e; la troisième, celle de l'électricité, du pétrole, de l'automobile et de l'avion, début du XX^e siècle), se traduisaient toutes à la fois par – bien entendu – une réduction de la quantité de travail total nécessaire à la production des valeurs d'usage considérées, mais aussi par l'élévation de la proportion que représente la quantité de travail indirect (affecté à la production des moyens de production) par rapport à celle du travail direct (affecté à la production finale). La révolution technologique en cours inverse le sens du mouvement. Elle permet le progrès de la productivité du travail social par la mise en œuvre de technologies qui se traduisent par la réduction de la proportion du travail indirect.

Je résume ces observations dans le schéma quantitatif simplifié suivant :

Quantités de travail nécessaire (pour la production d'une unité de valeur d'usage considérée)

Travail	Travail total (1)	Travail direct (2)	Rapport indirect (3)	Rapport (3)/(2)
1. base départ	100	80	20	0,25
2. premières révolutions	50	25	25	1,00
3. révolutions en cours	25	17	8	0,50

La productivité du travail social est doublée quand on passe de 1 en 2, au prix d'une intensification capitaliste des technologies mises en œuvre, tandis qu'un progrès de la productivité, identique quand on passe de 2 en 3 (doublement de celle-ci), s'accompagne d'une inversion du mouvement de l'intensité capitaliste des méthodes de production.

- Les rapports de production capitalistes impliquent que l'entrée dans la production soit réservée à ceux qui possèdent un capital suffisant pour mettre en place les équipements nécessaires. L'augmentation de l'intensité

capitalistique à travers laquelle se manifestaient les révolutions industrielles successives aux XIX^e et XX^e siècles donnait donc au capital une emprise grandissante sur les travailleurs dépourvus de moyens de vivre autres que la vente de leur force de travail (incapables donc de « produire » par eux-mêmes – c'est-à-dire sans capitaux – des biens concurrents).

L'inversion du mouvement par lequel se manifeste le progrès scientifique et technologique tend-elle à « abolir » le pouvoir du capital en ouvrant l'accès à la production?

Il y a au moins deux raisons qui font qu'il n'en est rien.

- La première est que les révolutions technologiques successives, y compris celle en cours, ont entraîné une centralisation grandissante du capital. L'unité la plus efficace pour la production de nombreuses valeurs d'usage clés (mais certainement pas toutes les valeurs d'usage), est celle qui centralise une plus grande quantité de production de celles-ci: une usine conçue pour produire dix automobiles ou dix ordinateurs par an n'est pas compétitive (mais un avocat ou un médecin – ou un petit cabinet – ne sont pas moins efficaces qu'une grande entreprise opérant dans ces secteurs de l'activité). De ce fait même si l'intensité capitalistique venait à décroître très sensiblement, l'entrée dans la production resterait réservée à ceux qui disposent d'un capital toujours considérable pour en faire l'avance (pour l'achat des équipements, l'avance des salaires et la constitution des stocks nécessaires à l'activité de production et à son écoulement commercial).
- La seconde est que la poursuite de la révolution technologique exige des « investissements de recherche » de plus en plus importants. Un travailleur isolé ou un petit collectif de travailleurs, même qualifiés bien entendu, ne sont généralement pas à même de conduire de telles recherches. L'avantage est ici en faveur des centres capables de concentrer des capacités de recherche en mobilisant un grand nombre de chercheurs: État et grandes entreprises. Cet élément constitutif du « monopole des propriétaires » face au dénuement des autres (les « prolétaires »), exige aujourd'hui une proportion beaucoup plus forte de « l'investissement total de capitaux » nécessaire pour l'entrée dans la production qu'il n'en était il y a cinquante ans. Le renforcement de ce monopole est alors mis en œuvre d'une manière toujours plus systématique par celui des législations dites « protectrices de la propriété intellectuelle et industrielle », destinées en fait à surprotéger les oligopoles de production.

L'évolution des révolutions technologiques s'articule également sur celle de la qualification du travail social exigé par les productions concernées.

Les formes antérieures de la production n'exigeaient aucune qualification particulière pour la plupart des travailleurs – en fait « déqualifiés », comme le furent les ouvriers à la chaîne. Les formes nouvelles sont souvent beaucoup plus exigeantes. Est-ce à dire que le travailleur, parce qu'il est plus qualifié, jouit d'une plus grande « liberté » face au capital qui l'emploie? Bénéficie-t-il au moins d'un pouvoir de négociation mieux établi? Il y a sur ce sujet beaucoup d'illusions à dissiper. Car si,

pour des créneaux particuliers où – conjoncturellement – la force de travail qualifiée requise vient à manquer, les bénéficiaires de ces situations peuvent mettre à profit leur capacité de négocier, les pouvoirs publics poursuivent l'objectif de créer à plus long terme un surplus dans l'offre de travail adéquat. Salariés de l'entreprise moderne ou travailleurs indépendants, dont la sous-traitance a multiplié les occasions, demeurent dans leur écrasante majorité, dépendants de leurs employeurs.

- L'affaiblissement fréquent de l'intensité capitalistique dans les formes modernes de la production permet le relèvement du taux de profit, toutes choses égales par ailleurs. Ramené à la masse de la production, fût-elle stagnante ou en croissance ralentie, le profit tend à accaparer une proportion grandissante du revenu net. La tendance du système à produire un surplus qui ne peut alors être absorbé par des investissements affectés à l'élargissement et l'approfondissement du système productif (une tendance forte du capitalisme moderne des oligopoles, comme l'a montré Paul Sweezy dont je partage l'analyse), est renforcée du fait de la nouvelle révolution technologique. Ce déséquilibre global est à l'origine de la « crise structurelle » du capitalisme néolibéral contemporain, c'est-à-dire de la stagnation relative qui le caractérise.

Ce surplus peut être absorbé de diverses manières. Il peut être affecté à des dépenses supplémentaires de gaspillage social, comme l'entretien de polices privées associées à l'inégalité croissante dans la répartition du revenu, comme c'est le cas aux États-Unis. Mais il pourrait l'être par la mise en œuvre de politiques de dépenses sociales utiles (éducation, santé), qui constituent alors des formes indirectes de renforcement des revenus des travailleurs (permettant de surcroît la relance de la demande et de la production) ou, par des dépenses militaires (choix des États-Unis).

- Une révolution technologique transforme toujours les formes concrètes d'organisation du travail et partant la structure des classes dominées.

La révolution contemporaine n'a pas ouvert un large champ à l'organisation de « réseaux horizontaux » de travailleurs capables de ce fait de s'émanciper – au moins en partie – des exigences du capital dominant. Les situations de ce genre ne sont que tout à fait marginales. L'évolution dominante des marchés du travail est au contraire caractérisée par un fractionnement renforcé qui donne au capital des marges de manœuvre dont il sait tirer bénéfice. La paupérisation produite par cette évolution, s'exprime par la proportion grandissante des travailleurs « non stabilisés » (chômeurs, précaires, informels).

- L'ensemble des phénomènes écrits ici, tous associés à la révolution technologique contemporaine, interpelle quiconque se pose la question de l'avenir du capitalisme et de ce que la logique de son déploiement implique pour les travailleurs et les peuples.

Je vois pour ma part que cette évolution remet en question la « légitimité » du capitalisme comme système social civilisé et efficace. Le capitalisme tenait sa « légitimité » du fait que la croissance de la production exigeait des investissements de capitaux de plus en plus massifs que seuls les « capitalistes » pouvaient réunir, assu-

rant de surcroît un « risque » (dont la théorie conventionnelle a toujours exagéré l'importance), procurant des « emplois » à une main-d'œuvre peu qualifiée, acceptant de ce fait l'idée que les travailleurs ne seraient pas capables par eux-mêmes d'assurer l'efficacité de la production. Lorsque, de surcroît, les travailleurs – organisés dans des syndicats de masse correspondant à leur concentration dans de grandes unités de production –, sont parvenus à imposer au capital un partage stabilisé du revenu net (les salaires bénéficiant d'une croissance égale à celle de la productivité sociale du travail), et que la conjoncture internationale favorisait ce « compromis social » (par la crainte du concurrent « communiste »), la légitimité du système en sortait renforcée.

Les évolutions contemporaines ont largement annulé ces motifs de légitimité. Les travailleurs sont en grand nombre plus qualifiés (et mieux placés de ce fait pour organiser efficacement la production par eux-mêmes), mais simultanément affaiblis face à leurs employeurs. Les investissements requis pour initier la production sont moins lourds et, partant, à la portée d'un collectif éventuel si les institutions de l'État et de l'économie étaient conçues pour rendre possible la mise en œuvre des projets qu'ils sont capables de formuler. Autrement dit le capitalisme comme forme d'organisation sociale a « fait son temps ». D'autres formes – socialistes – paraissent à la fois mieux à même d'assurer à la fois l'efficacité (et la réduction des gaspillages), la justice sociale et l'équité internationale. Mais les rapports de production capitalistes, et les rapports impérialistes toujours dominants, s'opposent à des avancées dans les directions requises pour un « dépassement du capitalisme »; et elles s'y opposent avec une violence redoublée.

- Mon analyse place l'accent sur les contradictions du système et leur aiguïsement. Elle n'est pas celle que nous propose la littérature dominante concernant la « révolution technologique ».

Celle-ci tout d'abord ignore la loi de la valeur à laquelle elle substitue le concept superficiel de la « compétitivité sur les marchés ». Ce discours de l'économie conventionnelle est parfaitement tautologique (car la seule productivité qui ait un sens est celle du travail social) et ignore par définition même les effets de domination du capital oligopolistique. Tous les auteurs que j'ai critiqués s'inscrivent dans le courant dit postmodernisme (Castells (1998) entre autres), et s'interdisent d'aborder ces questions de méthode fondamentales, se ralliant sans hésitation à celle de l'économie conventionnelle.

Par ailleurs, la méthode du « postmodernisme » (je pense ici particulièrement à Castells (1998) et à Negri (2001)), suppose que « l'évolution du système » (entre autres du fait de la révolution technologique en question), a déjà aboli classes et nations ou, tout au moins, est en voie de le faire, et a déjà fait de « l'individu » le sujet direct et principal de l'histoire. Ce retour à l'idéologie plate du libéralisme – le discours permanent du capitalisme sur lui-même –, constitue précisément l'objet central de mes critiques. Exprimées en termes de « vœux pieux », et de formulations *politically correct* que (Castells 1998) en particulier, a toujours eu le souci de ne pas dépasser), ces visions évolutionnistes commandées par l'économisme et le

technologisme de l'idéologie dominante supposent que le capitalisme « se dépassera paisiblement par lui-même ». Je reste sur les positions du marxisme: si les conditions d'un autre système (supérieur) sont bien réunies par cette évolution, les contradictions qu'elle aiguise (et ne réduit pas !) ne seront dénouées que par les luttes à travers lesquelles elles s'expriment. Par lui-même le capitalisme – « dépassé objectivement » (je dis pour cela « sénile ») –, n'engendre pas une nouvelle société – meilleure –, mais la pure barbarie. L'offensive généralisée des pouvoirs au service du capital dominant et la militarisation de l'impérialisme démentent-ils le réalisme de mon analyse? Un « autre monde » ne sortira pas de la soumission à la logique du déploiement du système, mais de la lutte résolue contre elle.

Les discours dominants évacuent ce débat portant sur les limites du capitalisme, qu'il s'agisse de ceux qui traitent de la nouvelle organisation du travail en perspective (la « société de réseaux »), ou des transformations concernant la propriété du capital (le capitalisme populaire et le mode d'accumulation patrimonial), ou ceux concernant la science, devenue « facteur de production décisif. »

Premier discours, concernant « la fin du travail », la « société de réseaux » (abolissant les hiérarchies verticales pour leur substituer des interrelations horizontales), l'émergence de « l'individu » (sans tenir compte de son statut social – propriétaire capitaliste ou travailleur), comme prétendu « sujet de l'histoire ». Toutes les modalités de ce discours en vogue – de Rifkin (1996) à Castells (1998) et Negri (2001) – font comme si le capitalisme n'existait déjà plus ou que, tout au moins, les exigences objectives de la technologie nouvelle transformeraient sa réalité jusqu'à en dissoudre le caractère fondamental, celui d'être basé sur une hiérarchie verticale incontournable, assurant la domination du travail par le capital. Expression d'une illusion « technologiste » qui s'est constamment répétée dans l'histoire, parce que l'idéologie du système en a toujours eu besoin pour évacuer la vraie question: qui contrôle l'usage de la technologie?

Second discours, concernant une prétendue diffusion de la propriété du capital, désormais ouverte, dit-on, aux « gens ordinaires », par placements boursiers et fonds de pension, interposés. Discours vieillot du « capitalisme populaire », formulation plus prétentieuse en termes de « mode d'accumulation patrimonial. » Rien de bien neuf dans ce discours toujours sans rapport avec la réalité des rapports sociaux.

Troisième discours, selon lequel la science serait désormais devenue « le facteur de production décisif. » Proposition attirante à première vue, compte tenu de la densité des connaissances scientifiques et des moyens techniques mis en œuvre dans la production moderne. Mais proposition fondée sur une confusion, rapports sociaux d'une part, connaissances et savoirs d'autre part n'ayant pas le même statut dans l'organisation de la production. Celle-ci a toujours exigé des connaissances et des savoirs depuis l'âge préhistorique le plus ancien: l'efficacité du chasseur ne dépend pas seulement de celle de sa flèche, mais tout autant de sa connaissance des animaux; aucun paysan des temps anciens n'aurait pu faire pousser une graine sans les savoirs accumulés concernant la nature.

Sciences et savoirs sont toujours présents, mais derrière la scène occupée dans son premier rang par les rapports sociaux (qui est propriétaire de la flèche, du sol, de l'usine?). La vraie question, évacuée dans le discours en question (et encore plus dans les mauvais calculs économétriques qui se proposent de « mesurer » les contributions spécifiques du capital, du travail et de la science à la « productivité générale »), est de savoir qui contrôle les connaissances nécessaires à la production. C'était hier le clerc qui doublait les savoirs paysans pratiques, les surplombant par les siens qui justifiaient par-là même, l'organisation du pouvoir (peu importe que nous considérions aujourd'hui ces savoirs comme imaginaires).

Or le capitalisme s'est construit précisément en dépossédant les producteurs, non seulement de la propriété de leurs moyens de production, mais encore de leurs savoirs. Le progrès des forces productives a été commandé par cette dépossession. L'ouvrier semi-artisan des usines du XIX^e siècle sera remplacé à l'ère fordiste par l'ouvrier-masse déqualifié, tandis que les savoirs techniques seront captés par les « directions techniques » placées elles-mêmes sous l'autorité suprême des directions commerciales et financières. L'offensive de *l'agro-business* en cours est typique à cet égard. Les firmes transnationales se sont données le droit – que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de leur fabrication entend « protéger » – de s'approprier les savoirs collectifs des paysanneries du monde entier, et singulièrement du Tiers Monde, pour les reproduire sous la forme de semences industrielles dont elles prétendraient alors avoir l'exclusivité de la « revente » (forcée) aux paysans dépossédés de l'usage libre par eux de leurs propres savoirs. Le riz basmati revendu par une firme américaine aux paysans indiens ! Au-delà de la menace d'appauvrissement du capital génétique des espèces de la planète que comporte cette politique des transnationales de *l'agro-business*, peut-on qualifier ces procédés par un terme autre que celui de « piratage »? S'agit-il de l'esprit d'entreprise tant vanté ou plutôt de la pratique du racket?

Le marché par lui-même n'exige pas cette dépossession, produite en réalité par la régulation du marché en question au bénéfice exclusif des oligopoles. Car le capitalisme n'est pas synonyme « d'économie de marché », comme le propose la vulgate libérale. Le concept même d'économie de marché ou de « marchés généralisés », ne correspond à rien de réel. Il est seulement l'axiome de départ de la théorie d'un monde imaginaire, celui dans lequel vivent les « économistes purs. » Le capitalisme se définit par un rapport social qui assure la domination du capital sur le travail. Le marché vient après. L'exercice de la domination du capital sur le travail s'effectue concrètement par le moyen de l'appropriation privative du capital et l'exclusion des travailleurs de l'accès à celui-ci. Or comment, de ce point de vue, se présentent les effets de la révolution technologique en cours? Là, se situe la question véritable concernant celle-ci.

Le sens du mouvement est-il inversé dans l'organisation des productions ultramodernes? On l'affirme, un peu trop vite, en mettant en avant le fait que les techniques nouvelles, si elles requièrent moins de travail, exigent de celui-ci des

qualifications supérieures. À revoir et à nuancer beaucoup. Car le capital conserve le contrôle absolu de l'ensemble des procès de production en question. Dans l'informatique par les gigantesques oligopoles qui commandent la production des matériels, la diffusion et l'usage des programmes. Dans la génétique par toujours les gigantesques oligopoles qui organisent la « recherche » dans ce domaine en fonction des perspectives commerciales des produits dont elle est porteuse, et par le racket organisé des savoirs paysans que je viens de rappeler.

Il y a certes du nouveau: la forte économie de travail total que la mise en œuvre des technologies nouvelles permet, se solde par la réduction brutale de la masse de travail mise en œuvre sous le commandement du capital. L'argument produit par les inconditionnels du capitalisme est que les exclus d'aujourd'hui seront mis au travail demain par l'expansion des marchés. Tout comme hier dans le fordisme, les emplois supprimés par le progrès de la productivité étaient compensés par de nouveaux emplois en amont et par l'expansion générale. L'argument ne tient que si l'on fait intervenir l'action de l'État régulateur. À défaut, le « marché » exclut sans retour. Car l'exclu n'ayant plus de revenu est ignoré par le marché qui ne connaît que la demande solvable. Le « marché » met en marche un système régressif qui concentre la production sur la demande solvable rétrécie. Il en aurait été ainsi dans le cadre du fordisme d'hier (et il en fut ainsi dans la crise des années 1930). Si cela n'a pas été le cas par la suite – à partir de 1945 – c'est parce que l'État est intervenu pour contrer les effets de la spirale régressive, s'interposant pour imposer un « contrat social » que le nouveau rapport de forces travail/capital permettait, lequel contrat social ouvrait à son tour l'expansion des marchés. L'État n'était plus exclusivement l'instrument unilatéral du capital, il était celui du compromis social. Et c'est pourquoi, j'ai dit que l'État démocratique dans le capitalisme ne peut être qu'un État régulateur social du marché.

Alors pourquoi n'en serait-il pas ainsi dans l'avenir, sur la base et dans le cadre du déploiement des potentialités ouvertes par les technologies nouvelles? La position doctrinaire des libéraux rejetée (la dérégulation n'apporte pas de solution au problème), n'est-ce pas là faire l'éloge du réformisme, c'est-à-dire de l'intervention de l'État régulateur? Oui, mais à condition de comprendre que l'ampleur des réformes nécessaires pour trouver une solution au problème – intégrer et non exclure –, doit être sans commune mesure avec ce qui est proposé par les rares réformistes ayant survécu au raz de marée libéral. Il ne s'agit de rien moins que de réformes radicales au sens plein du terme, osant s'attaquer au principe de la propriété par le moyen de laquelle opère le contrôle de la mise en œuvre des technologies nouvelles au bénéfice exclusif du capital oligopolistique. Autrement dit, la construction d'un autre mode d'organisation de la société est devenue nécessaire, le capitalisme a fait son temps, et la formulation d'une rationalité autre que celle qui s'exprime par la rentabilité du capital est devenue la condition incontournable du progrès de l'humanité. Des réformes radicales sont la condition de la mise en œuvre du potentiel que la

révolution technologique porte en elle. Croire que celle-ci, par elle-même, produira ce potentiel me paraît, pour le moins qu'on puisse dire, bien naïf.

Un nouveau stade du pillage impérialiste

- ° Le capitalisme n'est pas seulement un mode de production, il est également un système mondial fondé sur la domination générale de ce mode. Cette vocation conquérante du capitalisme s'est exprimée d'une manière permanente, continue, dès l'origine. Cependant dans son expansion mondiale le capitalisme a construit, puis reproduit et approfondit sans cesse une asymétrie inégale entre ses centres conquérants et ses périphéries dominées. J'ai qualifié le capitalisme, pour cette raison, de système impérialiste par nature ou encore, écrit que l'impérialisme constituait « la phase permanente » du capitalisme. J'ai proposé de voir dans le contraste exprimé à travers cette asymétrie grandissante la contradiction principale du capitalisme, entendue comme système mondial. Cette contradiction s'exprime également en termes idéologiques et politiques par le contraste entre le discours universaliste du capital et la réalité de ce que son expansion produit, c'est-à-dire l'inégalité croissante entre les peuples de la planète.

Le caractère impérialiste du capitalisme, permanent, s'est néanmoins concrétisé dans des formes successives du rapport asymétrique et inégal centres/périphéries, chacune de ces étapes étant singulière, les lois commandant sa reproduction étant en rapport étroit avec les spécificités de l'accumulation du capital propres à chacune d'elles. Il y a donc eu à plusieurs reprises dans cette histoire de cinq siècles, des coupures, des moments – séparant une phase de l'impérialisme de la suivante – caractérisés par l'émergence de spécificités nouvelles.

- L'impérialisme, au cours de toutes les étapes précédentes de l'expansion capitaliste, avait été « conquérant » c'est-à-dire qu'il « intégrait » avec une puissance sans cesse grandissante des régions et des populations jusqu'alors demeurées hors de son champ d'action. Par ailleurs l'impérialisme en question se conjugait toujours au pluriel, il était le produit de centres impérialistes multiples en concurrence violente pour le contrôle de l'expansion mondiale. Ces deux caractères de l'impérialisme sont en voie de céder la place à deux nouveaux caractères qui en sont l'opposé tout net. Premièrement, dans son expansion mondiale, le capitalisme nouveau exclut plus qu'il n'intègre, dans des proportions sans commune mesure avec ce qu'elles furent dans le passé. Deuxièmement, l'impérialisme se conjugue désormais au singulier; il est devenu un impérialisme collectif de l'ensemble des centres, c'est-à-dire de la triade États-Unis-Europe-Japon. Bien entendu, ces deux caractéristiques nouvelles sont étroitement liées l'une à l'autre.

Concrètement l'impérialisme ancien était « exportateur de capitaux », c'est-à-dire qu'il prenait l'initiative d'envahir les sociétés périphériques, d'y établir des ensembles de production nouveaux (de nature capitaliste). Ce faisant, il construisait du nou-

veau et simultanément, détruisait de l'ancien. Bien entendu la construction capitaliste – impérialiste d'ensemble produite n'était pas porteuse d'une « homogénéisation » graduelle des sociétés de la planète capitaliste. Au contraire il s'agissait de la construction d'un ensemble asymétrique centres/périphéries. Le capital exporté n'a jamais été mis gracieusement à la disposition de la société qui le recevait. Celui-ci se faisait toujours rémunérer dans des formes diverses (profits directs réalisés dans les ensembles nouveaux et surplus divers soutirés aux modes de production soumis). Ce transfert de valeur des périphéries vers les centres, dans les modalités spécifiques à chaque étape du déploiement impérialiste (ce que j'ai appelé les formes successives de la loi de la valeur mondialisée), est même l'un des éléments décisifs de la construction asymétrique en question. Néanmoins, et quelle qu'ait été l'ampleur de la ponction, le capital impérialiste poursuivait sa marche en avant, exportant de nouveaux capitaux pour conquérir de nouveaux espaces soumis à leur expansion. Dans ce sens, le capital poursuivait sa vocation « constructive ». Ressentie comme telle, l'expansion capitaliste pouvait alors nourrir l'illusion, dans les périphéries, qu'il leur était possible de « rattraper » les autres, tout en demeurant à l'intérieur du système global. Cette illusion – qualifions-la rapidement de « bourgeoise nationale » – était bien là, présente, pesante sur la scène politique. Les thuriféraires de l'impérialisme se fondaient sur la dimension constructive de l'expansion capitaliste, pour en saluer le caractère prétendu « progressiste » de ce fait. Remarquons d'ailleurs que l'impérialisme en question ne saurait en aucune manière être réduit à sa dimension politique (la colonisation), qui l'accompagnait parfois, comme le fait malheureusement Negri (2001). Suisse et Suède, sans colonie, faisaient partie du même système impérialiste que Grande Bretagne et France, disposant de surcroît de colonies. L'impérialisme n'est pas un « phénomène politique » situé en dehors de la sphère de la vie économique, il est le produit des logiques qui commandent l'accumulation du capital.

- Tout indique que la page de cette expansion constructive est tournée. Ce n'est pas seulement qu'en termes quantitatifs, dans le moment actuel, le reflux des profits et transferts de capitaux du Sud vers le Nord l'emporte largement sur le maigre flux d'exportations nouvelles de capitaux du Nord vers le Sud. Ce déséquilibre pourrait n'être que conjoncturel, comme le prétend le discours libéral d'ailleurs. Il ne l'est pas. Car, il traduit en fait un renversement dans les rapports entre la dimension constructive et la dimension destructive, l'une et l'autre immanentes à l'impérialisme. Aujourd'hui une dose supplémentaire d'ouverture à l'expansion du capital dans les périphéries – même marginale – exige des destructions d'une ampleur inimaginable. J'en donnerai plus loin l'exemple le plus tristement éclatant: l'ouverture de l'agriculture à une expansion du capital somme toute marginale en termes de débouché potentiel à l'investissement et en termes de création d'emplois modernes à haute productivité remet désormais en question la survie de la moitié de l'humanité – rien de moins.

D'une manière générale, dans la logique du capitalisme, les positions monopolistiques nouvelles dont les centres sont bénéficiaires – contrôle des technologies, de l'accès aux ressources naturelles, des communications – se soldent déjà, et se solderont toujours davantage par un flux grandissant de transfert de valeur produite au Sud au bénéfice du segment dominant du capital mondialisé (le capital « transnational »), en provenance des nouvelles périphéries plus avancées dans les processus d'industrialisation moderne et dites « compétitives ».

Dans son autre dimension, l'impérialisme a également évolué, passant de stades antérieurs caractérisés par la concurrence violente des impérialismes nationaux, à celui de la gestion collective du nouveau système mondial par la « triade. » Il y a différentes raisons, dont la conjonction explique cette évolution, parmi lesquelles, l'exigence d'une gestion collective imposée par l'ampleur grandissante des destructions que la poursuite de l'expansion capitaliste implique pour les peuples du Sud. Le nouvel impérialisme entraîne déjà, et entraînera toujours davantage « la guerre permanente » (du capital transnational qui domine et s'exprime à travers son contrôle des États de la triade) contre les peuples du Sud. Cette guerre n'est ni conjoncturelle, ni le produit d'une dérive particulière de l'arrogance de l'establishment républicain des États-Unis, symbolisée par le sinistre Bush junior. Elle est inscrite dans les exigences de la structure de l'impérialisme au stade nouveau de son déploiement.

En résumé l'impérialisme des étapes historiques précédentes de l'expansion capitaliste mondiale était fondé sur un rôle « actif » des centres façonnant le développement des périphéries, quand bien même ce développement fût-il asymétrique, dépendant et inégal. L'impérialisme collectif de la triade et singulièrement, celui « du centre des centres » (les États-Unis), ne fonctionne plus de cette manière. Les États-Unis absorbent une fraction notable du surplus généré dans l'ensemble mondial, et la triade n'est plus une exportatrice significative de capitaux vers les périphéries. Le surplus qu'elle pompe, à des titres divers (dont la dette des pays en voie de développement et des pays de l'Est), n'est plus la contrepartie d'investissements productifs nouveaux qu'elle financerait. Le caractère parasitaire de ce mode de fonctionnement de l'ensemble du système impérialiste est par lui-même un signe de sénilité qui place au devant de la scène la contradiction grandissante centres-périphéries (dite « Nord-Sud »).

Ce « repli » des centres sur eux-mêmes, « abandonnant » les périphéries à leur « triste sort » est salué par les faiseurs de discours idéologico-médiatiques du moment comme la preuve qu'il n'y aurait plus « d'impérialisme », puisque le Nord peut se passer du Sud. Propos non seulement évidemment démentis quotidiennement dans les faits (pourquoi alors l'OMC, le Fonds monétaire international (FMI) et les interventions de l'Organisation du traité de l'atlantique nord (OTAN)?, mais de surcroît négateurs de l'essence de l'idéologie bourgeoise d'origine, qui savait affirmer sa vocation universelle. Cette vocation abandonnée au profit du nouveau discours du culturalisme dit « postmoderniste », n'est-elle donc pas en fait le symbole de la sénilité du système, qui n'a plus rien à proposer à 80 pour cent de la population de la planète?

- L'hégémonisme des États-Unis s'articule sur cette exigence objective du nouvel impérialisme collectif qui doit gérer la contradiction grandissante centres-périphéries par des moyens faisant de plus en plus appel à la violence. Les États-Unis, par leur « avantage militaire », apparaissent alors comme le fer de lance de cette gestion, et leur projet de « contrôle militaire de la Planète », le moyen d'en assurer l'efficacité éventuelle. Cet « avantage », les États-Unis le font payer à leurs associés de la triade en leur imposant, comme au reste du monde, le financement du gigantesque déficit américain.

Caractère parasitaire de plus en plus marqué de l'impérialisme collectif de la triade qui n'a rien à offrir au reste (majoritaire) du monde, caractère parasitaire encore plus marqué de la société des États-Unis, fer de lance de cet impérialisme, constituent des signes de sénilité du système.

- Venons-en maintenant à l'exemple des dévastations gigantesques que le déploiement du capitalisme contemporain dans l'agriculture des pays de la périphérie ne pourrait qu'entraîner fatalement.

Toutes les sociétés antérieures au capitalisme étaient des sociétés paysannes, et leur agriculture commandée par des logiques, certes diverses, mais toutes étrangères à celle qui définit le capitalisme (la rentabilité maximale du capital). À l'heure actuelle, le monde agricole et paysan rassemble encore la moitié de l'humanité. Mais sa production est partagée entre deux secteurs dont la nature économique et sociale est parfaitement distincte.

L'agriculture capitaliste, commandée par le principe de la rentabilité du capital, localisée presque exclusivement en Amérique du nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs qui ne sont plus véritablement des « paysans. » Mais leur productivité, fonction de la motorisation (dont ils ont presque l'exclusivité à l'échelle mondiale) et de la superficie dont chacun dispose, évolue entre 10 000 et 20 000 quintaux d'équivalent-céréales par travailleur et par an. Les agricultures paysannes rassemblent par contre près de la moitié de l'humanité – trois milliards d'êtres humains. Ces agricultures se partagent à leur tour entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées), néanmoins fort peu motorisées, dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur, et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production par actif évolue autour de 10 quintaux seulement. L'écart entre la productivité de l'agriculture la mieux équipée et celle de l'agriculture paysanne pauvre, qui était de 10 à 1 avant 1940, est aujourd'hui de 100 à 1. Autrement dit, les rythmes des progrès de la productivité dans l'agriculture ont largement dépassé ceux des autres activités, entraînant une réduction des prix réels de 5 à 1.

Dans ces conditions, si, comme l'impose désormais l'OMC depuis la conférence de Doha (novembre 2001), on « intègre l'agriculture » à l'ensemble des règles générales de la « compétition », assimilant les produits agricoles et alimentaires à des « marchandises comme les autres », quelles en seront les conséquences certaines,

dans les conditions d'inégalité gigantesque entre *l'agro-business* d'une part, et la production paysanne de l'autre?

Une vingtaine de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols), et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux-mêmes, tant bien que mal et plutôt mal pour le tiers d'entre eux (les trois quarts des sous-alimentés du monde sont des ruraux)? A l'horizon de cinquante ans, aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 pour cent l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber, fût-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est, par nature, incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de cinq milliards d'êtres humains « en trop ». Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole »), il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, trois milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure. L'argument des défenseurs du capitalisme est que la question agraire en Europe a bien trouvé sa solution par l'exode rural. Pourquoi les pays du Sud ne reproduiraient-ils pas, avec un ou deux siècles de retard, un modèle de transformation analogue? On oublie ici que les industries et les services urbains du XIX^e siècle européen exigeaient une main-d'œuvre abondante et que l'excédent de celle-ci a pu émigrer en masse vers les Amériques. Le Tiers-Monde contemporain n'a pas cette possibilité et s'il veut être compétitif comme on lui ordonne de l'être, il doit d'emblée recourir aux technologies modernes qui exigent peu de main-d'œuvre. La polarisation produite par l'expansion mondiale du capital interdit au Sud de reproduire avec retard le modèle du Nord.

Cet argument – à savoir que le développement du capitalisme a bien résolu la question agraire dans les centres du système – a toujours exercé une attraction puissante, y compris dans le marxisme historique. En témoigne l'ouvrage célèbre de Kautsky (1898), antérieur à la Première Guerre mondiale et bible de la social-démocratie dans ce domaine. Ce point de vue a été hérité par le léninisme et mis en œuvre – avec les résultats douteux qu'on connaît –, à travers les politiques de « modernisation » de l'agriculture collectivisée de l'époque stalinienne. En fait, le capitalisme,

parce qu'il est indissociable de l'impérialisme, s'il a bien « résolu » (à sa manière) la question agraire dans les centres du système, a créé une nouvelle question agraire dans ses périphéries d'une ampleur gigantesque et qu'il est incapable de résoudre (sauf à détruire par le génocide la moitié de l'humanité). Dans le camp du marxisme historique, seul le maoïsme avait saisi l'ampleur du défi. Et c'est pourquoi, ceux des critiques du maoïsme qui voient en lui une « déviation paysanne », témoignent par cette affirmation même, qu'ils n'ont pas l'équipement nécessaire pour comprendre ce qu'est le capitalisme réellement existant (toujours impérialiste), parce qu'ils se contentent de lui substituer un discours abstrait sur le mode de production capitaliste en général.

Alors que faire? Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux, ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable sécurité alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme – autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial – comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes. Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial, la régulation souhaitable passe probablement par des accords inter-régionaux répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

L'abandon des valeurs universelles

- La sénilité du capitalisme ne s'exprime pas exclusivement dans les sphères de la reproduction économique et sociale. Sur ce socle infrastructurel décisif, se greffent des manifestations multiples à la fois de reculs de la pensée universaliste bourgeoise (à laquelle les discours idéologiques nouveaux substituent le *patchwork* dit postmoderniste) et de régression dans les pratiques de gestion de la politique (remettant en question la tradition démocratique bourgeoise). Le discours idéologique du postmodernisme se nourrit de ces régressions. Récupérant tous les préjugés communs produits par le désarroi propre aux moments comme le nôtre, il aligne sans souci de cohérence d'ensemble les appels à la méfiance à l'égard des concepts de progrès et d'universalisme. Mais loin d'approfondir la critique sérieuse des limites de ces expressions de la culture des Lumières et de l'histoire bourgeoise, loin d'analyser leurs contradictions effectives, dont la sénilité du système entraîne l'aggravation, ce discours se contente de leur substituer les propositions indigentes de l'idéologie libérale américaine: « vivre avec son temps », « s'adapter », « gérer la quotidienneté », c'est-à-dire, s'abstenir de réfléchir sur la nature du système, et singulièrement de remettre en question ses options du moment.

L'éloge des diversités héritées proposé en lieu et place de l'effort nécessaire pour transgresser les limites de l'universalisme bourgeois fonctionne alors en accord parfait avec les exigences du projet de mondialisation de l'impérialisme contemporain. Un projet qui ne peut alors produire qu'un système organisé d'apartheid à l'échelle mondiale, alimenté comme il l'est par les idéologies « communautaristes » réactionnaires de la tradition nord-américaine. Ce que je qualifie de recul « culturaliste », qui occupe le devant de la scène aujourd'hui, est alors mis en œuvre et manipulé par les maîtres du système, comme il est souvent également réinvesti par les peuples dominés en désarroi (sous la forme de fondamentalismes prétendus religieux ou ethniques). C'est le « choc des barbaries », donnant à la thèse de Huntington un caractère auto-réalisateur.

L'ensemble de ces manifestations à la fois de désarroi et de recul par rapport à ce que fut la pensée bourgeoise se solde par une dégradation de la pratique politique. Le principe même de la démocratie est fondé sur la possibilité de faire des choix alternatifs. Dès lors que l'idéologie fait accepter l'idée « qu'il n'y a pas d'alternative », parce que l'adhésion à un principe de rationalité supérieure méta-social permettrait d'éliminer la nécessité et la possibilité de choisir, il n'y a plus de démocratie. Or, le soi-disant principe de la rationalité des « marchés » remplit exactement cette fonction dans l'idéologie du capitalisme sénile. La pratique démocratique se vide alors de tout contenu et la voie est ouverte à ce que j'ai qualifié de « démocratie de basse intensité », aux bouffonneries électorales où les défilés de majorettes tiennent lieu de programmes, à la « société du spectacle. » La politique, délégitimée par ces pratiques, s'effiloche, part à la dérive et perd son pouvoir potentiel de donner sens et cohérence aux projets sociétaux alternatifs.

- Mais un système sénile n'est pas un système qui traîne paisiblement ses derniers jours. Au contraire la sénilité appelle au redoublement de la violence. Le système mondial n'est pas entré dans une phase nouvelle « non-impérialiste », qu'on pourrait alors qualifier de « post-impérialiste ». Il est au contraire de la nature d'un système impérialiste exacerbé à l'extrême (pompage sans contrepartie).

L'analyse que Hardt et Negri (2000) proposent d'un « Empire » (sans impérialisme), en fait d'un Empire limité à la triade, le reste du monde étant ignoré, s'inscrit malheureusement à la fois dans la tradition de l'occidentalisme et dans le discours de l'air du temps. Hardt et Negri ont eu besoin, pour fonder leur thèse, de se donner une définition strictement politique du phénomène impérialiste (« la projection du pouvoir national au-delà des frontières »), sans rapport avec les exigences de l'accumulation et de la reproduction du capital. Cette définition, qui est celle de la politologie universitaire vulgaire, particulièrement nord-américaine, évacue d'emblée les vraies questions. Les discours qu'on leur substitue traitent donc d'une catégorie « empire » située en dehors de l'histoire et confondent alors allègrement Empires romain, ottoman, austro-hongrois et russe, colonialismes britannique et français, sans souci de prendre en considération la spécificité de ces constructions historiques irréductibles les unes aux autres.

L'Empire nouveau style est alors défini comme un « réseau de pouvoirs », dont le centre est partout et nulle part, ce qui dilue alors l'importance de l'instance que constitue l'État national. Cette transformation est par ailleurs attribuée pour l'essentiel au développement des forces productives (la révolution technologique). Une analyse naïve qui isole le pouvoir de la technologie du cadre des rapports sociaux au sein duquel elle opère. Encore, une fois, on retrouve ici les propositions du discours dominant banalisé par les Rawls (1987, 1993, 1995, 2003), Castells (1998), Touraine (1992), Reich (1993) et autres, dans la tradition de la pensée politique libérale nord-américaine.

Les vraies questions que pose l'articulation entre l'instance politique (l'État) et la réalité de la mondialisation, qui devraient être au centre de l'analyse de ce qu'il y a éventuellement de « nouveau » dans l'évolution du système capitaliste, sont alors simplement éludées par l'affirmation gratuite, que l'État a quasiment cessé d'exister. En fait même dans les étapes antérieures du capitalisme toujours mondialisé, l'État n'avait jamais été « omnipotent ». Son pouvoir avait toujours été limité par la logique qui commandait les mondialisations de l'époque. Wallerstein (1980, 1985) a même, dans cet esprit, été jusqu'à donner aux déterminations globales une puissance décisive sur le sort des États. Il n'en est pas différemment aujourd'hui, la différence entre la mondialisation (l'impérialisme) d'aujourd'hui et celle d'hier se situant ailleurs.

L'impérialisme nouveau a bel et bien un centre – la triade –, et un centre des centres aspirant à exercer son hégémonie – les États-Unis. Il exerce sa domination collective sur l'ensemble des périphéries de la planète (trois quarts de l'humanité) par le moyen d'institutions mises en place à cette fin et gérées par lui. Les unes ont la charge de la gestion économique du système impérialiste mondial. Au premier rang d'elles l'OMC dont la fonction réelle n'est pas de garantir la « liberté des marchés » comme elle le prétend, mais au contraire de super-protéger les monopoles (des centres) et de soumettre les systèmes de production des périphéries à cette exigence dévastatrice (l'OMC agit alors comme un ministère des Colonies collectif); le FMI, ne s'occupant pas des rapports entre les trois monnaies majeures (le dollar américain, l'euro, le yen), remplit les fonctions d'une autorité monétaire coloniale collective (de la triade), la Banque mondiale qui est une sorte de ministère de la Propagande du G7. D'autres ont la charge de la gestion politique du système; et il s'agit ici en premier lieu de l'OTAN, qui a été substituée à l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour parler au nom de la collectivité mondiale ! La mise en œuvre systématique du contrôle militaire de la Planète par les États-Unis exprime plus que brutalement cette réalité impérialiste. L'ouvrage de Hardt et Negri (2001) ne discute pas les questions relatives aux fonctions de ces institutions, pas plus qu'il ne fait mention de la multiplicité des faits qui gêneraient la thèse naïve du « pouvoir en réseaux »: les bases militaires, les interventions musclées, le rôle de la CIA, etc.

De la même manière les vraies questions, que pose la révolution technologique pour ce qui est de la structure de classes du système, sont évacuées au profit de la catégorie vague de « multitude », l'analogie des « gens » (*the people*) de la sociologie vulgaire. Les vraies questions sont ailleurs: comment la révolution technologique en

cours (dont la réalité n'est pas l'objet du moindre doute possible), comme toutes les révolutions technologiques, décompose avec violence les formes anciennes de structuration affectant l'organisation du travail et les classes, alors que les formes nouvelles de leur recomposition n'ont pas encore donné lieu à des cristallisations visibles. Pour couronner le tout et donner un semblant de légitimité aux pratiques impérialistes de la triade et de l'hégémonisme des États-Unis, le système a produit son propre discours idéologique, adapté aux tâches agressives nouvelles. Ce discours sur le « choc des civilisations » est bel et bien destiné à cimenter le racisme « occidental » et faire accepter à l'opinion la mise en œuvre de l'apartheid à l'échelle mondiale. Ce discours est, à mon avis, autrement plus important que les envolées lyriques à propos de la société dite de réseaux.

Le crédit dont bénéficie la thèse de l'Empire auprès d'une fraction des gauches occidentales et des jeunes, tient tout entier à mon avis aux propos sévères qu'elle adresse à l'État et à la nation. L'État (bourgeois) et le nationalisme (chauvin) ont toujours été, à juste titre, l'objet d'un rejet de la part de la gauche radicale. Avancer que le capitalisme nouveau amorce leur dépérissement ne peut que faire plaisir. Mais la proposition n'est hélas pas vraie. Le capitalisme tardif met bien à l'ordre du jour la nécessité objective et la possibilité de dépérissement de la loi de la valeur, la révolution technologique rend possible dans ce cadre le déploiement d'une société de réseaux, l'approfondissement de la mondialisation défait bien les Nations. Mais le capitalisme sénile s'emploie, par la violence de l'impérialisme qui l'accompagne, à annuler toutes ces potentialités émancipatrices. L'idée que le capitalisme pourrait s'ajuster à des transformations libératrices – c'est-à-dire produire, sans même le vouloir... aussi bien que le socialisme – est au cœur de l'idéologie libérale américaine. Sa fonction est d'endormir et de faire perdre la mesure des défis véritables et des luttes nécessaires pour y répondre. La stratégie « anti-État » que suggère l'ouvrage rejoint alors parfaitement celle du capital qui s'emploie à « limiter les interventions publiques » (« déréguler ») pour son propre bénéfice, réduisant le rôle de l'État à ses fonctions policières (mais ne le supprimant pas du tout, liquidant seulement la pratique politique qui permet de lui faire remplir d'autres fonctions). Comme le discours « anti-Nation » fait accepter le rôle des États-Unis comme superpuissance, militaire et policière mondiale. On a besoin d'autre chose: de faire progresser la praxis politique, lui donner son plein sens, faire avancer la démocratie sociale et citoyenne, donner aux peuples et aux nations plus de marge d'action dans la mondialisation. Que pour ce faire les formules mises en œuvre dans le passé aient perdu leur efficacité dans les conditions nouvelles, soit. Que certains adversaires de la réalité néolibérale et impérialiste ne le voient pas toujours et se nourrissent de nostalgie du passé, soit. Mais le défi reste entier.

L'analyse de l'impérialisme collectif nouveau et de l'hégémonisme américain, que j'ai proposée, se situe aux antipodes du discours lénifiant de l'air du temps. J'ai qualifié ce système « d'Empire du chaos ». La lecture attentive de la doctrine militaire des États-Unis proposée par Alain Joxe (2002) dans son dernier ouvrage qui emprunte son titre au mien, conforte les conclusions auxquelles j'étais parvenu sur

le terrain de l'économie politique de notre moment. J'ai exprimé ces conclusions dans les trois thèses suivantes :

- Premièrement: le nouvel impérialisme collectif a besoin d'un fer de lance militaire et l'hégémonisme américain s'est engouffré par cette faille, réduisant le projet européen au statut de volet européen de leur propre projet.
- Deuxièmement: l'hégémonisme des États-Unis n'est pas fondé sur une supériorité évidente de leur système économique. Leur « avantage comparatif » est avant tout militaire. A son tour, la mobilisation de ce moyen permet aux États-Unis de surmonter les déficiences propres à leur position parasitaire dans le système mondial.
- Troisièmement: il n'y a pas de confrontations importantes qui pourraient opposer le capital dominant en Europe et aux États-Unis. La contradiction entre l'Europe et les États-Unis se situe sur un autre terrain, opposant les traditions politico-culturelles des deux continents. C'est donc seulement si les peuples européens parviennent à imposer des formes de pouvoir authentiquement démocratiques réduisant la domination unilatérale du capital dans leurs sociétés qu'ils pourront contribuer à ouvrir un chapitre nouveau de l'évolution du système mondial, ouvrant par-là même une perspective au-delà du capitalisme sénile.

- L'alternative objectivement nécessaire et possible implique donc le renversement des rapports sociaux qui assurent la domination du capital en général et celle des centres sur les périphéries en particulier. Comment qualifier cette alternative autrement que par l'expression de socialisme à l'échelle mondiale? Un système dans lequel l'intégration des êtres humains se ferait non plus exclusivement par « le marché » (qui, dans les conditions du capitalisme contemporain exclut plus qu'il n'intègre) mais principalement par la démocratie, prise dans son sens le plus plein et le plus riche.

Cette alternative est possible, mais elle n'est en aucune manière « certaine », au sens que les « lois de l'histoire » l'imposeraient. Tout système vieillissant se décompose, mais les éléments issus de sa décomposition, s'ils doivent bien un jour ou l'autre se recomposer, peuvent le faire de manières différentes. Rosa Luxembourgeois parlait déjà en 1917 de « socialisme ou barbarie »; j'ai résumé les termes de l'alternative il y a trente ans dans la formule « révolution ou décadence ». J'ai cru possible de fournir une analyse théorique des raisons de cette « incertitude » incontournable dans le développement des sociétés humaines, en proposant la thèse d'une « sous-détermination », en lieu et place de la « surdétermination » dans l'articulation des différentes instances qui constituent la structure des systèmes sociaux.

Dans l'immédiat, l'hégémonisme des États-Unis repose sur la mise en œuvre du libéralisme économique mondialisé et la gestion militaire du chaos politique et social qu'il produit nécessairement. Cette perspective d'un XX^e siècle américain annule les espoirs européens et soumet la planète entière à un système d'apartheid généralisé. L'amorce d'une alternative commence par leur remise en cause par la régulation

sociale et la gestion négociée d'une mondialisation pluricentrique. La paix et la démocratie sont à ce prix.

- ° Par l'histoire de sa formation, le capitalisme nord-américain se prêtait, mieux encore que celui des sociétés européennes, à la dérive en cours, c'est-à-dire à la « guerre permanente. »

La culture politique est le produit de l'histoire envisagée dans sa longue durée, laquelle est toujours, bien entendu, propre à chaque pays. Celle des États-Unis est sur ce plan, marquée par des spécificités qui tranchent avec celles qui caractérisent l'histoire sur le continent européen: la fondation de la Nouvelle-Angleterre par des sectes protestantes extrémistes, le génocide des Indiens, l'esclavage des Noirs, le déploiement de « communautarismes » associés à la succession des vagues de migrations du XIX^e siècle.

La modernisation, la laïcité et la démocratie ne sont pas les produits d'une évolution (ou révolution) des interprétations religieuses, mais à l'inverse, celles-ci se sont ajustées, avec plus ou moins de bonheur, à leurs exigences. Cet ajustement n'a pas été le privilège du protestantisme. Il a opéré dans le monde catholique d'une autre manière certes, mais non moins efficace. Dans tous les cas, il a créé un nouvel esprit religieux, libéré des dogmes. Dans ce sens la Réforme n'était pas la « condition » de l'épanouissement du capitalisme, même si cette thèse (de Weber) est largement admise dans les sociétés qu'elle flatte (l'Europe protestante). La Réforme n'a pas même été la forme la plus radicale de la rupture idéologique avec le passé européen et ses idéologies « féodales » – entre autres son interprétation antérieure du christianisme. Elle en a été au contraire la forme la plus confuse et primitive.

Il y a eu une « réforme des classes dominantes », qui s'est soldée par la création d'Églises nationales (anglicane, luthérienne) contrôlées par ces classes et mettant en œuvre le compromis entre la bourgeoisie émergente, la monarchie et la grande propriété rurale, écartant la menace des classes populaires et de la paysannerie mises en coupe réglée. Le recul de l'idée catholique d'universalité que manifeste l'institution d'Églises nationales a rempli une seule fonction: asseoir davantage la monarchie, renforcer son rôle d'arbitre entre les forces de l'Ancien Régime et celles représentées par la bourgeoisie montante, renforcer leur nationalisme et retarder la progression des formes nouvelles de l'universalisme que l'internationalisme socialiste proposerait plus tard.

Mais il y a eu également des mouvements réformateurs qui se sont emparés des couches populaires victimes des transformations sociales occasionnées par l'émergence du capitalisme. Ces mouvements qui ont reproduit des formes anciennes de lutte – celles des millénarismes du Moyen Âge – n'étaient pas en avance sur leur temps, mais en retard par rapport à ses exigences. Il a donc fallu attendre la Révolution française – avec ses mobilisations populaires laïques et démocratiques radicales – puis le socialisme, pour que les classes dominées apprennent à s'exprimer avec efficacité dans les conditions nouvelles. Les sectes protestantes en question se sont nourries d'illusions de type fondamentaliste. Elles ont créé un terrain favorable à la

reproduction sans fin de « sectes » à vision apocalyptique, comme on les voit fleurir aux États-Unis.

Les sectes protestantes qui se sont trouvées dans l'obligation d'émigrer de l'Angleterre du XVII^e siècle avaient développé une interprétation fort particulière du christianisme, que ne partagent ni les catholiques et les orthodoxes, ni même – du moins au même degré d'extrémisme – la majorité des protestants européens, y compris bien entendu les anglicans, dominants dans les classes dirigeantes de l'Angleterre. La Réforme dans son ensemble rétablissait l'Ancien Testament que le catholicisme et l'orthodoxie avaient marginalisé dans une interprétation du christianisme non comme faisant suite au judaïsme, mais comme rupture avec celui-ci.

Or la forme particulière du protestantisme implantée en Nouvelle-Angleterre va être appelée à marquer l'idéologie américaine d'une empreinte forte, jusqu'à nos jours. Car elle sera le moyen par lequel la nouvelle société américaine partira à la conquête du continent, légitimant celle-ci dans des termes puisés dans la Bible (la conquête violente par Israël de la terre promise, thème répété à satiété dans le discours nord-américain). Par la suite, les États-Unis étendront à la planète entière leur projet de réaliser l'œuvre que « Dieu » leur a ordonné d'accomplir. Car le peuple des États-Unis se vit comme le « peuple élu » – synonyme dans les faits de *Herrenvolk*, pour reprendre la terminologie nazie parallèle. Nous en sommes bien là aujourd'hui. Et c'est pourquoi l'impérialisme américain (et non « l'Empire ») est appelé à être encore plus sauvage que ses prédécesseurs (qui ne se déclaraient pas investis d'une mission divine) le furent.

La « révolution américaine » aujourd'hui vantée, plus que jamais, n'a été qu'une guerre d'indépendance limitée, sans portée sociale. Dans leur révolte contre la monarchie anglaise, les colons américains ne voulaient rien transformer des rapports économiques et sociaux, mais seulement n'avoir plus à en partager les profits avec la classe dirigeante de la mère patrie. Ils voulaient le pouvoir pour eux-mêmes non pas pour faire autre chose que ce qu'ils faisaient à l'époque coloniale, mais pour continuer à le faire avec plus de détermination et de profit. Leurs objectifs étaient, avant tout, la poursuite de l'expansion vers l'Ouest, qui impliquait entre autres le génocide des Indiens. Le maintien de l'esclavage n'était également, dans ce cadre, l'objet d'aucun questionnement. Les grands chefs de la révolution américaine étaient presque tous des propriétaires esclavagistes et leurs préjugés dans ce domaine inébranlables.

Le génocide des Amérindiens s'est inscrit naturellement dans la logique de la mission divine du nouveau peuple élu. Et qu'on ne croit pas qu'il s'agit-là d'un passé tout à fait révolu. Jusqu'aux années 1960, ce génocide a été revendiqué avec fierté (par le canal des films de Hollywood opposant le « *cow-boy* » – symbole du Bien – à « l'Indien » – le Mal), et constitué un élément important dans « l'éducation » des générations successives.

Il en est de même de l'esclavage. Un siècle ou presque s'est écoulé après l'indépendance avant que l'esclavage ne soit aboli, non d'ailleurs pour des raisons morales comme l'avait invoqué la révolution française, mais seulement parce qu'il ne convenait plus à la poursuite de l'expansion capitaliste. Il a donc fallu encore un

siècle pour que les Noirs américains accèdent à un minimum de reconnaissance de quelques droits civiques, sans que pour autant, le racisme parfait de la culture dominante, n'ait été ébranlé. Jusqu'aux années 1960, on lynchait et les familles se rendaient en « pique-nique » pour assister à la mise à la mort, partager les réjouissances et échanger les photos du lynchage précédent. Cela se perpétue plus discrètement ou plus indirectement par l'exercice de la « justice » qui envoie à la mort des milliers de condamnés – presque toujours Noirs – dont on sait qu'au moins la moitié, sont innocents, ce qui n'émeut pas l'opinion.

Les vagues successives d'immigration ont également joué leur rôle dans le renforcement de l'idéologie américaine. Les immigrants ne sont certainement pas responsables de la misère et de l'oppression qui sont à l'origine de leur départ. Ils en sont au contraire les victimes. Mais les circonstances – c'est-à-dire leur émigration – les conduisent à renoncer à la lutte collective pour changer les conditions communes à leurs classes ou groupes dans leur propre pays, au profit d'une adhésion à l'idéologie de la réussite individuelle dans le pays d'accueil. Cette adhésion est encouragée par le système américain dont elle fait l'affaire à la perfection. Elle retarde la prise de conscience de classe, qui, à peine a-t-elle commencé à mûrir, doit faire face à une nouvelle vague d'immigrants qui en fait avorter la cristallisation politique. Mais simultanément la migration encourage la « communautarisation » de la société américaine. Car le « succès individuel » n'exclut pas l'insertion forte dans une communauté d'origine (les Irlandais, les Italiens, etc.), sans laquelle l'isolement individuel risquerait d'être insupportable. Or ici encore, le renforcement de cette dimension de l'identité – que le système américain récupère et flatte – se fait au détriment de la conscience de classe et de la formation du citoyen.

Alors qu'à Paris, le peuple s'apprêtait à partir « à l'assaut du ciel » (je fais ici référence à la Commune de 1871), aux États-Unis les gangs constitués par les générations successives d'immigrants pauvres (Irlandais, Italiens, etc.) s'entretenaient, manipulés avec un cynisme parfait par les classes dominantes.

Aux États-Unis, il n'y a pas de parti ouvrier, il n'y en a jamais eu. Les syndicats ouvriers, puissants, sont « apolitiques. » Ils le sont dans tous les sens du terme, n'ayant ni référence à un parti qui leur serait proche par nature, ni été capables de se substituer à son absence en produisant eux-mêmes une idéologie socialiste. Ils partagent avec toute la société l'idéologie libérale qui domine sans rivale. Ils continuent de se battre sur des terrains limités et précis de revendications qui ne remettent pas en cause le libéralisme. En un sens, ils sont « postmodernistes », l'ont toujours été.

Les idéologies communautaires ne pouvaient pas constituer un substitut à l'absence d'une idéologie socialiste de la classe ouvrière. Même pour la plus radicale parmi celles-ci, celle de la communauté noire. Car par définition, le communautarisme s'inscrit dans le cadre du racisme généralisé qu'il combat sur son propre terrain, sans plus.

La combinaison propre à la formation historique de la société des États-Unis – idéologie religieuse « biblique » dominante et absence de parti ouvrier – a produit finalement une situation encore sans pareille, celle d'un parti de facto unique, le parti du capital.

Les deux segments qui constituent ce parti unique partagent le même libéralisme fondamental. L'un et l'autre s'adressent à la seule minorité – 40 pour cent de l'électorat – qui « participe » à ce type de vie démocratique tronquée et impuissante qu'on leur offre. Chacun d'eux a sa clientèle propre – dans les classes moyennes, puisque les classes populaires ne votent pas – et y a adapté son langage. Chacun d'eux cristallise en son sein un conglomérat d'intérêts capitalistes segmentaires (les « *lobbies* ») ou de soutiens « communautaires. »

La démocratie américaine constitue aujourd'hui le modèle avancé de ce que j'appelle « la démocratie de basse intensité. » Son fonctionnement est fondé sur une séparation totale entre la gestion de la vie politique, assise sur la pratique de la démocratie électorale, et celle de la vie économique, commandée par les lois de l'accumulation du capital. Qui plus est, cette séparation n'est pas l'objet d'un questionnement radical, mais fait plutôt partie de ce qu'on appelle le consensus général. Or cette séparation annihile tout le potentiel créateur de la démocratie politique. Elle castre les institutions représentatives (parlements et autres), rendues impuissantes face au « marché » dont elles acceptent les diktats. Voter démocrate, voter républicain; cela n'a aucune importance puisque votre avenir ne dépend pas de votre choix électoral, mais des aléas du marché.

L'État américain est, de ce fait, au service exclusif de l'économie (c'est-à-dire du capital dont il est le fidèle serviteur exclusif, sans avoir à se soucier d'autres intérêts sociaux). Il peut l'être parce que la formation historique de la société américaine a bloqué – dans les classes populaires – la maturation d'une conscience politique de classe.

En contrepoint l'État a été en Europe (et peut redevenir) le point de passage obligé de la confrontation des intérêts sociaux, et, à partir de là favoriser les compromis historiques qui donnent un sens et une portée réelle à la pratique démocratique. Si l'État n'est pas contraint de remplir cette fonction par les luttes de classes et des luttes politiques qui gardent leur autonomie vis-à-vis des logiques exclusives de l'accumulation du capital, alors la démocratie devient une pratique dérisoire, ce qu'elle est aux États-Unis.

La combinaison d'une religiosité dominante, de son exploitation par un discours fondamentaliste, et de l'absence de conscience politique des classes dominées donne au système du pouvoir des États-Unis une marge de manœuvre sans pareille qui annihile la portée potentielle des pratiques démocratiques et les réduisent au statut de rituels anodins (politique-spectacle, inauguration des campagnes électorales par des défilés de majorettes, etc.).

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ce n'est pas l'idéologie fondamentaliste à prétentions religieuses qui est aux postes de commande et imposerait sa logique aux vrais détenteurs du pouvoir – le capital et ses serviteurs dans l'État. C'est le capital qui prend seul toutes les décisions qui lui conviennent, puis ensuite mobilise l'idéologie américaine en question pour la mettre à son service. Les moyens utilisés – désinformation systématique sans pareille – sont alors efficaces, isolant les esprits critiques, les soumettant à un chantage odieux permanent. Le pouvoir parvient alors à manipuler sans difficulté une « opinion » entretenue dans sa niaiserie.

Références bibliographiques

- Achcar, Gilbert, 2002, *Le Choc des barbaries*, Bruxelles, Ed. Complexe.
- Aglietta, Michel, 1998, *Le Capitalisme de demain*, Paris, Fondation Saint Simon.
- Andreani, Tony, et Vakaloulis, Michel, 2002, *Refaire la politique*, Paris, Syllepse.
- Boron, Atilio, 2002, *Imperio, Imperialismo*, Buenos Aires, CLACSO.
- Castells, Manuel, 1998, *La Société en réseau*, Paris, Fayard.
- Debord, Guy, 1971, *La Société du spectacle*, Paris, Champ Libre.
- Hardt, Michael et Negri, Antonio, 2000, *Empire*, Paris, Exils éditeur.
- Kautsky, Karl, 1898, *La Question agraire*, première édition allemande.
- Mazoyer, Marcel, et Roudart, Laurence, 1998, *Histoire des agricultures du monde*, Paris, Le Seuil.
- Meiksins, Ellen and Foster, John Bellamy (Edited by), 1997, *In Defense of History*, New York, MR Press, New York.
- Negri, Antonio, 2001, *Kaïros, Alma Venus, Multitudo*, Paris, Calman-Lévy.
- Rawls, John, 1987, *Théorie de la justice*, Paris, Seuil.
- Rawls, John, 1993, *Justice et démocratie*, Paris, Seuil.
- Rawls, John, 1995, *Libéralisme politique*, Paris, PUF.
- Rawls, John, 2003, *La justice comme équité*, Paris, La Découverte.
- Reich, Robert, 1993, *L'Economie mondialisée*, Paris, Nouveaux Horizons.
- Rifkin, Jeremy, 1996, *La Fin du travail*, Paris, La Découverte.
- Shiva, Vandana, 1996, *Ethique et agro-industrie*, Paris, L'Harmattan.
- Touraine, Alain, 1992, *Critique de la modernité*, Paris Fayard.
- Wallerstein, Immanuel, 1980/1985, *Le Système du monde de XV^e siècle à nos jours*. Tome 1: *Capitalisme et économie monde, 1450-1640*, Paris, Flammarion, Tome 2: *Le Mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne, 1600-1750*, Paris, Flammarion.

Les ouvrages les plus récents de Samir Amin

- Amin, Samir, 1976, *Classe et Nation, Conclusion*, Paris, Éditions de Minuit.
- Amin, Samir, 1991, *L'Empire du chaos*, Paris, L'Harmattan.
- Joxe, Alain, 2002, *L'Empire du chaos*, Paris, La Découverte.
- Amin, Samir, 1997, *Critique de l'air du temps*, Paris, L'Harmattan.
- Amin, Samir, 2000, *L'Hégémonisme des États-Unis et l'effacement du projet européen*, Paris, L'Harmattan.
- Amin, Samir, 2001, « Marx et la démocratie », *La Pensée*, oct.-déc.: pp. 101-106.
- Amin, Samir, 2002, *Au-delà du capitalisme sénile, Pour un XXI^e siècle non américain, Actuel Marx, Confrontations*, Paris, PUF.
- Amin, Samir, 2003, *Le Virus libéral*, Pantin, Le Temps des Cerises.
- Amin, Samir, 2005, *L'Eurocentrisme*, (nouvelle édition augmentée), Pantin, Le Temps des Cerises.